



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/53/911  
S/1999/431  
15 avril 1999  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-troisième session  
Point 10 de l'ordre du jour  
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR  
L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 15 avril 1999, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint quelques extraits des déclarations faites par le Président de l'Ukraine, Leonid Kuchma, lors de la réunion organisée le 15 avril 1999 à l'intention des représentants des médias nationaux, au sujet de l'offre de médiation de l'Ukraine dans la crise au Kosovo (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 10 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de l'Ukraine  
auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

(Signé) Volodymyr YEL'CHENKO

ANNEXE

Extraits des déclarations faites par le Président de l'Ukraine,  
M. Leonid Kuchma, lors de la réunion organisée le 15 avril 1999  
à l'intention des représentants des médias nationaux, au sujet  
de l'offre de médiation de l'Ukraine dans le règlement de la  
crise au Kosovo

Question :

Monsieur le Président, votre proposition d'intervenir en tant que médiateur pour aider à résoudre le conflit yougoslave a été rendue publique littéralement dès le début des affrontements, le 24 mars. Deux jours plus tard, sur vos instructions, la délégation ukrainienne, dirigée par le Ministre des affaires étrangères, est partie pour Belgrade. À cette date, personne d'autre ne parlait encore de médiation.

Avons-nous reçu une réponse? Quelles ont été les réactions des parties au conflit?

Réponse :

Nous restons constamment en contact avec les parties au conflit, les pays voisins et certains membres influents de la communauté internationale. Nos efforts se poursuivent tant au niveau des chefs d'État, par téléphone notamment, durant mes visites en Slovénie et à Moscou, au Sommet de la CEI, qu'à celui des ministres des affaires étrangères. Au cours de ses entretiens avec le Président de la République fédérale de Yougoslavie, S. Milosevic, et le chef de la diplomatie yougoslave, Z. Jovanovic, notre Ministre des affaires étrangères, B. Tarasyuk, a décrit notre initiative en détail et proposé que l'Ukraine fasse office de médiateur pour mettre fin aux opérations militaires. Immédiatement après cette visite, les États membres du Groupe de contact, et notamment la Russie, ont été informés de notre offre. Nous étions les premiers. Dans l'instant, tout le monde n'a pas accepté l'idée que l'Ukraine pouvait servir d'intermédiaire. Aujourd'hui, la situation a changé. Notre dernière rencontre avec la troïka de l'Union européenne a eu lieu le 13 avril, à Kiev. L'Union européenne était représentée par les Ministres des affaires étrangères allemand, autrichien et finlandais. Non seulement nos hôtes ont jugé nos efforts particulièrement bienvenus, mais ils nous ont demandé de les intensifier.

Question :

Pourriez-vous nous décrire les points saillants de votre offre de médiation? De quoi s'agit-il exactement?

Réponse :

À notre avis, on ne devrait jamais laisser un différend international dégénérer en conflit. Il faut chercher à régler un différend, non pas par la force, mais par la négociation. Nous avons également la ferme conviction qu'aucun gouvernement n'a le droit de soumettre la population de son pays à un régime de terreur et de violence et de restreindre ses droits de l'homme ou ses

/...

droits civils. Nous savons enfin que le recours à la force est inadmissible sans l'autorisation expresse du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Voilà l'essentiel de la position ukrainienne, telle qu'elle a été rendue publique dans la déclaration du Ministère des affaires étrangères en date du 24 mars.

C'est sur ces bases que nous avons formulé notre offre de médiation, laquelle, comme je vous l'ai dit, a été présentée aux autorités yougoslaves et aux dirigeants des États membres du Groupe de contact les 27 et 30 mars.

Notre objectif premier est d'arrêter la course à l'abîme, de briser la logique de guerre. Et la seule façon d'y parvenir est d'obtenir des parties au conflit qu'elles fassent simultanément, je dis bien simultanément, et synchroniquement, quelques pas en direction les unes des autres.

Notre plan comporte trois phases. Pendant la première, celle où se produiraient ces tentatives de rapprochement synchronisées, les autorités yougoslaves mettraient fin à leurs opérations militaires au Kosovo, retireraient de la province leurs forces armées et de sécurité et créeraient les conditions nécessaires pour que les quelques centaines de milliers de réfugiés puissent rentrer chez eux librement, sous la supervision internationale d'une force de maintien de la paix. Les États de l'OTAN mettraient fin aux frappes aériennes contre la République fédérale de Yougoslavie.

Un contingent de maintien de la paix pourrait être constitué sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies – l'OSCE et l'Ukraine seraient disposées à y participer. Pareillement et dans le même temps, les Albanais du Kosovo devraient mettre fin à toutes leurs opérations militaires. C'est afin de garantir la synchronie et l'inviolabilité des accords conclus que le déploiement de la force de maintien de la paix et le retrait des forces yougoslaves devraient être simultanés.

Point crucial, les soldats de la paix devraient être placés sous l'autorité d'une personnalité politique, que le Conseil de sécurité de l'ONU aurait investie d'un mandat – à mon avis, cette personne pourrait être nommée envoyé spécial ou représentant du Secrétaire général de l'ONU. Les personnels de la force de maintien de la paix pourraient être sélectionnés de façon à remporter l'agrément de toutes les parties concernées, ce qui signifie pour commencer qu'ils devraient provenir d'États hors bloc ou de pays neutres.

Au cours de la deuxième phase, on pourrait prévoir notamment le retour des réfugiés dans leurs foyers, sous la supervision des soldats de la paix, qui les accompagneraient, et l'organisation d'une mission humanitaire de l'OSCE, chargée de veiller au bon déroulement de l'opération et de garantir un toit aux réfugiés et aux personnes déplacées.

Au cours de la troisième phase, une conférence de paix pourrait être organisée dans la capitale d'un État neutre.

Aussi longtemps que le problème des réfugiés ne sera pas pleinement résolu, la communauté internationale, et en premier lieu, les États européens, le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Comité

international de la Croix-Rouge devraient offrir toute l'aide humanitaire voulue aux réfugiés, aux citoyens de la République fédérale de Yougoslavie et aux pays limitrophes où sont concentrés la majeure partie des réfugiés.

Question :

Monsieur le Président, vos initiatives semblent avoir rencontré un large écho dans les propositions que le Secrétaire général de l'ONU, K. Annan, a formulées à Genève, le 9 avril, dans la déclaration de l'Union européenne sur le Kosovo, dans la position adoptée par le Mouvement des pays non alignés...

Réponse :

Nous n'avons jamais conçu notre initiative comme un moyen de marquer des points dans une éventuelle compétition. Pour nous, l'objectif premier est de ramener la paix dans les Balkans. L'Ukraine ne prétend pas avoir le monopole de la médiation. Le fait que d'autres partagent nos idées montre bien que, dès l'origine, nous avons su faire preuve de réalisme. D'ailleurs, plus vite les parties au conflit s'en apercevront, mieux ça vaudra.

Quant à l'intérêt spécifique de notre proposition, il réside dans le rôle de l'Ukraine. Il se trouve que notre pays n'appartient à aucun bloc et peut de ce fait être reconnu comme un interlocuteur impartial par toutes les parties. Depuis huit ans que nous avons retrouvé notre indépendance, nous avons montré que nous savons apporter une solution pacifique aux problèmes les plus délicats. Chez nous, en Crimée, nous avons réussi à résoudre de la sorte un problème [ethnique, historique et humanitaire] extrêmement complexe. À l'étranger, nous avons participé à des opérations de maintien de la paix, et nous avons bien l'intention de continuer à le faire, notamment dans les Balkans. L'Ukraine contribue activement au règlement de la question abkhaze. Elle compte parmi les garants du règlement du conflit en Transdnistrie.

Nous sommes [donc] moralement fondés à déclarer que nos efforts de médiation sont sincères et nos propositions réalistes, et que nous disposons des personnes voulues pour les faire aboutir.

Question :

À supposer que nous recevions une réponse positive de Belgrade et de Bruxelles, Kiev est-il prêt à passer à l'acte?

Réponse :

Certainement. Je m'entretiendrai avec le Président S. Milosevic et avec le Secrétaire général J. Solana. Boris Tarasyuk, notre Ministre des affaires étrangères, se tient prêt à s'envoler pour Washington et pour la Yougoslavie. Nous sommes tout disposés à rencontrer I. Rugova, lequel peut venir à Kiev.

Mais commençons par mettre simultanément fin aux opérations militaires. Notre plan d'action est à la disposition des parties au conflit. Kiev attend leur réponse.

-----